



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 13ème législature

commissariats

Question écrite n° 87106

### Texte de la question

M. Christian Vanneste interroge M. le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales sur l'incroyable évasion d'un dangereux malfaiteur en garde à vue au commissariat de Dreux. Le caïd, condamné pour vol avec arme, a bénéficié d'une série d'erreurs et de manquements lors de sa garde à vue au commissariat de police. Ainsi, d'après Le Figaro (7 mai 2010) qui relate l'affaire : "Des policiers en sous-effectif, des médecins refusant de se déplacer au commissariat, des magistrats injoignables au téléphone et une clé restée dans la serrure de la cellule du gardé à vue [...] Tous les ingrédients étaient réunis, le 25 avril dernier, pour faciliter l'évasion, à Dreux, de [...], dangereux récidiviste versé dans le trafic de stupéfiants. Révélée par [...] la secrétaire générale du Syndicat des commissaires, qui a alerté Brice Hortefeux, l'affaire vire désormais au règlement de comptes entre juges et policiers". Il aimerait connaître les conséquences de cette malheureuse affaire, quatre mois après celle-ci, pour le magistrat, pour les médecins qui ne se sont pas déplacés, pour les effectifs de police de Dreux et surtout pour le récidiviste.

### Texte de la réponse

Le 25 avril 2010, un dangereux malfaiteur s'est évadé, avec l'aide de complices, des locaux de garde à vue du commissariat de police de Dreux. Dès le 26 mai, il était de nouveau interpellé et écroué. À la suite de cette affaire, la direction générale de la police nationale a pris toutes les mesures correctives, tandis qu'un audit de l'organisation et du fonctionnement de la circonscription de sécurité publique de Dreux a été réalisé par l'inspection générale de la police nationale. Des travaux ont également été menés pour renforcer la sécurité des locaux.

### Données clés

**Auteur :** [M. Christian Vanneste](#)

**Circonscription :** Nord (10<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 87106

**Rubrique :** Police

**Ministère interrogé :** Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

**Ministère attributaire :** Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 31 août 2010, page 9422

**Réponse publiée le :** 18 janvier 2011, page 530